



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des Finances publiques**

**ETAT - Ministère De l' Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
ET DU DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR
1bis Place de la Banque
21 042 DIJON CEDEX**

PROGRAMME TRAVAUX

Aménagement du bureau 425 – 4ème étage

CFIP 25 Rue de la BOUDRONNÉE DIJON (21)

Lot N°02 - REVETEMENTS DE SOLS

1. PREAMBULE

La Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté et du département de Côte-d'Or (DRFIP) souhaite réaménager le bureau 425 au 4ème étage du centre des Finances publiques (CFIP) situé 25 rue de la Boudronnée à Dijon.

Le présent lot a pour objet des travaux d'acoustique, de cloisonnement, revêtements muraux, peinture, faux-plafonds et menuiseries intérieures.

Ces travaux seront réalisés en sous-section.4.

1.1. CONTEXTE ET OBJECTIFS :

Le bâtiment fait actuellement l'objet d'un projet de rationalisation de ses locaux et de densification.

Les travaux de la présente consultation ont pour objet un nouvel aménagement du bureau 425 situé au 4ème étage aile Nord du CFIP afin d'y accueillir de nouveaux occupants au plus tard mi-novembre 2026.

Les travaux devront par conséquent être achevés au plus tard le 6 novembre 2026.

1.2. OBJET DU DOCUMENT

Ce programme précise les spécifications du projet d'aménagement du bureau 425.

Le présent programme travaux concerne uniquement le lot N°2 – REVETEMENTS DE SOL

Les points suivants y sont développés :

- La description du site existant ;
- Les besoins fonctionnels ;
- Les exigences techniques particulières.

1.3. ACTEURS DU PROJET

1.3.1. MAITRISE D'OUVRAGE

La Maîtrise d'Ouvrage de cette opération est :

Direction régionale des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté
et du département de la Côte-d'Or

Division Stratégie, Budget Logistique immobilier et conditions de vie au travail

1 bis place de la Banque

21 000 Dijon

Téléphone : 03.80.59.59.16

Mail drfip21.ppr.immobilier@dgfip.finances.gouv.fr

1.3.2. CONTROLEUR TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 à L.111-26 et R. 111-38 à R.111-42 du code de la construction et de l'habitation.

Les interventions confiées au contrôleur technique portent sur :

- Missions de base :

- la solidité des ouvrages (mission **L**),
- sur les conditions de sécurité des personnes dans les ERP (mission **S**)

- Missions complémentaires :

- Mission **LE** relative à la solidité des ouvrages existants affectés par les travaux neufs,
- Mission **VIEL** relative à la Vérification Initiale des Installations Électriques.

Cet ensemble de missions comporte les phases prévues à l'annexe B du CCTG (Décret n° 99-443 du 28 mai 1999) et à l'article 4-2-2 de la norme NFP 03-100 dans le cadre des actes techniques et des actes d'informations qui correspondent à chacune des phases.

Contrôleur technique en charge du suivi de ces travaux :

APAVE DIJON BATIMENT
4 Rue de Broglie
BP 37004
21 070 DIJON Cedex

Interlocuteurs:

Madame Clara CESANO; Mail: clara.cesano@apave.com ; Tel : 06 50 03 35 81

1.3.3 Bureau d'études Fluides

DGET

39, avenue du 14 juillet - 21300 Chenôve

Tél. : 03 80 59 69 69

Interlocuteur : Monsieur Romain Michoulier

Mail : rm@dget.fr; Tél : 06 72 91 43 19

1.3.4 Bureau Acoustique

ALLEGRO ACOUSTIQUE

Sylvie SUAREZ

Mail : contact@allegro-acoustique.fr

Tel 06.95.24.75.12

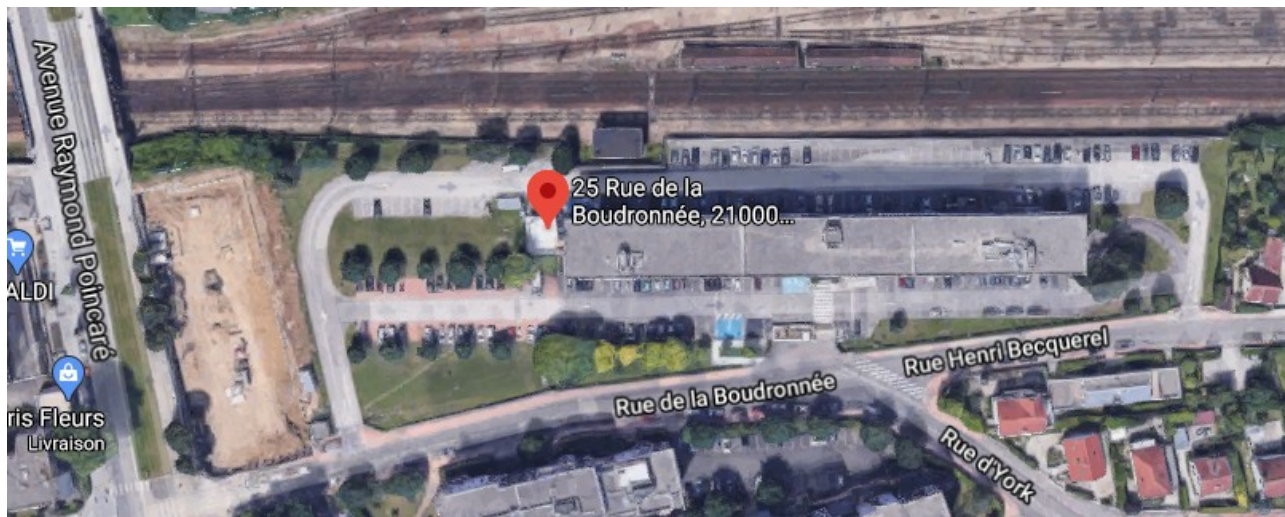
2. PRÉSENTATION DU SITE

2.1. LOCALISATION et PÉRIMÈTRE DE L'OPÉRATION :

2.1.1 LOCALISATION

Le site concerné par la présente opération est localisé au 25 rue de la Boudronnée à DIJON (21000).

Il est situé en zone résidentielle et est composé d'un bâtiment administratif de 6 niveaux (sous-sol, RDC et 4 étages).



Vue aérienne

Le Centre des Finances Publiques est situé sur les parcelles n°133 et 139 feuille 000 AX 01.

Composition du bâtiment situé 25 rue de la Boudronnée à Dijon:

Le sous-sol du bâtiment est constitué de locaux techniques, d'archives, de locaux syndicaux, de sanitaires (en cours de d'achèvement) et de stockage.

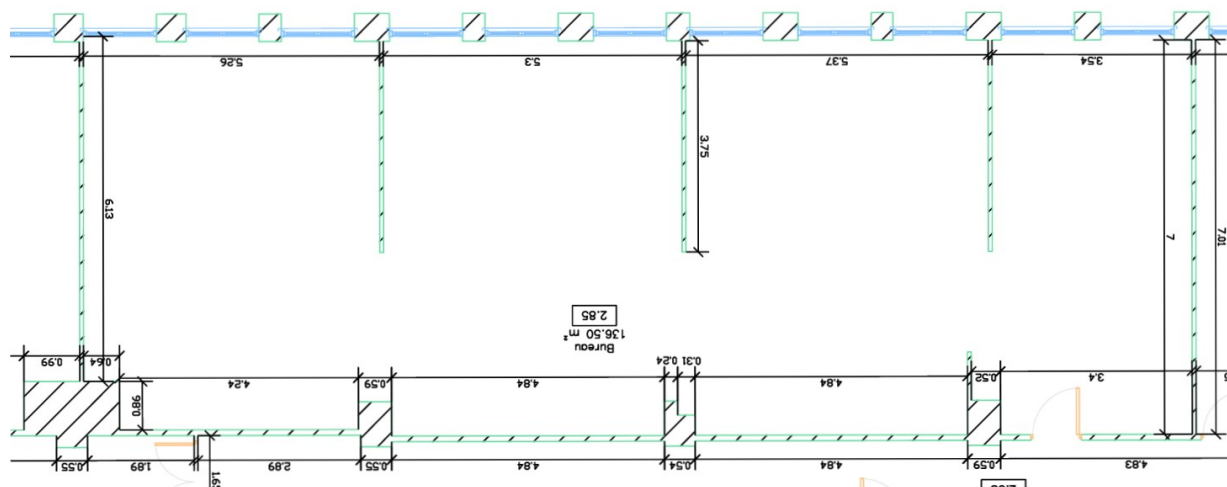
Le rez-de-chaussée (RDC) est constitué d'un accueil (hall de réception du public, espace numérique et espaces de réception), de bureaux individuels ou collectifs, d'un restaurant administratif et d'une salle de réunion. Les étages 1 à 4 occupés par différents services de la DRFIP sont constitués de bureaux individuels ou collectifs, d'un espace détente ainsi que de salles de formation (au 2ème étage).

2.1.2 PERIMETRE DE L'OPERATION:

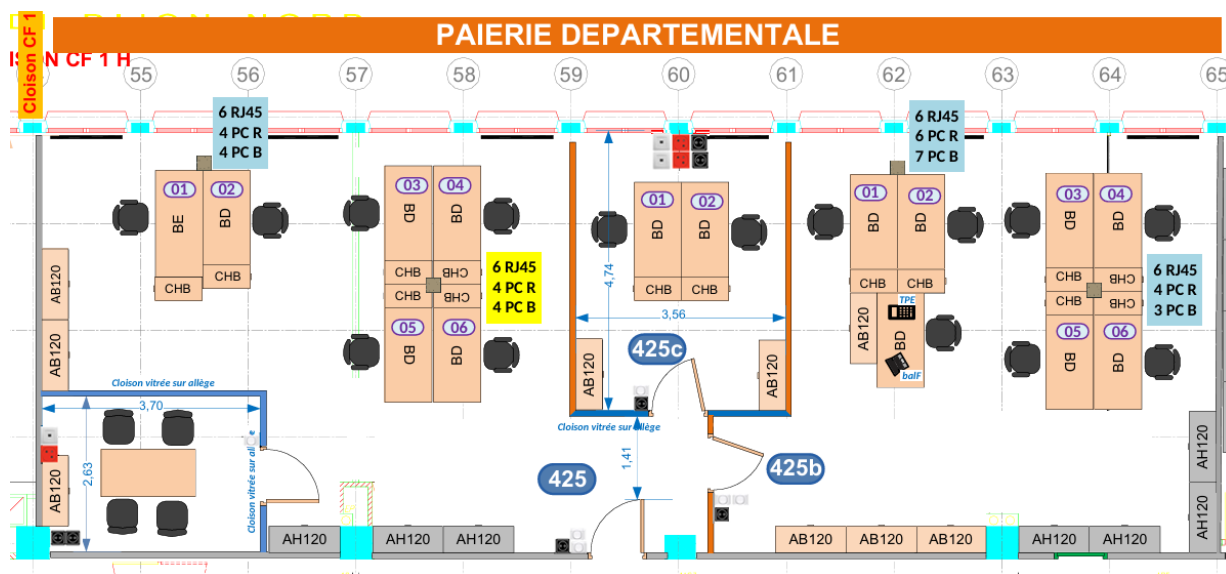
L'opération porte sur un projet de réaménagement intérieur.

Les travaux envisagés sont les suivants :

- ***l'aménagement du bureau 425 actuellement libre***
- ***plan avant travaux***



plan après travaux



2.2 Risques et contraintes réglementaires liés à la localisation du site

2.2.1. SECURITE INCENDIE

Le Centre des Finances Publiques de Dijon Boudronnée est un Etablissement Recevant du Public (ErP) du type W de 3ème catégorie.

2.2.2. AMIANTE

Un Diagnostic Technique Amiante (DTA) a été établi le 11/02/2026 par la société AC ENVIRONNEMENT. Il est fait état de matériaux et produits suivants contenant de l'amiante

Le diagnostic est joint à la présente consultation.

Il conviendra donc à l'entreprise de réaliser les travaux en sous-section 4.

2.2.3. PLOMB

Le diagnostic plomb n'est pas obligatoire du fait que le bâtiment ait été construit après le 1er janvier 1949.

Un Diagnostic Technique plomb a été établi le 11/02/2026 par la société AC ENVIRONNEMENT.

Le diagnostic est joint à la présente consultation.

3. CONTRAINTES MAJEURES, TECHNIQUES ET CALENDAIRES

Les contraintes sont répertoriées ci-avant dans ce document. Pour rappel, à ce stade, il s'agit principalement des contraintes suivantes :

- Etablissement recevant du Public de catégorie 3 actuellement occupé,
- Respect du calendrier des travaux
- travaux en sous-section 4

3.1 TRAVAUX EN ZONE OCCUPÉE

Il est appelé que les travaux se dérouleront en milieu occupé et dans un site en exploitation.

L'entrepreneur devra donc prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des personnes, adapter ses méthodologies de travail pour garantir en toute sécurité le bon fonctionnement et le libre accès à l'établissement pendant toute la durée du chantier.

L'entrepreneur est tenu par une obligation de résultats.

Il lui appartient de déterminer la nature et le type des protections provisoires ainsi que toutes les dispositions particulières nécessaires et indispensables :

- pour garantir la sécurité des personnes,
- pour protéger les équipements.

L'entreprise devra se plier aux règles de sécurité et aux horaires de travail imposés par le règlement du site.

Horaires du site : lundi au vendredi de 8h00 - 18h00

Le port de badge est obligatoire: badge nominatif et individuel.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise devra communiquer à la DRFiP maîtrise d'ouvrage les noms des personnes menées à intervenir pendant les travaux.

Les zones où se dérouleront les travaux seront libérées de tout occupant et mobilier.

L'activité de l'établissement notamment l'accueil du public ne sera pas interrompue durant tout le chantier.

3.2 SANITAIRE , VESTIAIRE

Un local vestiaires avec table, chaises et douche situé au niveau du parking souterrain pourra être mis à la disposition de l'entreprise ainsi que des sanitaires situés au quatrième étage (un sanitaire pourra être réservé aux entreprises). L'entreprise devra garder les locaux propres.

Le personnel des entreprises retenues pourra se restaurer sur place dans le local mis à sa disposition ou accéder, sur demande, au restaurant administratif du site.

3.3 VISITE DES LIEUX

L'évaluation de la prestation à réaliser nécessite une visite du bâtiment existant. À ce titre les entreprises devront prendre rendez-vous avec le maître d'ouvrage.

Il est rappelé que les entreprises devront prévoir l'intégralité des prestations nécessaires à la bonne réalisation des travaux du présent lot, et qu'elles ne pourront en aucun cas se prévaloir d'une absence de visite préalable pour justifier des manquements entraînant des plus-values dans leur réponse.

4. DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Les travaux seront répartis en 3 lots :

- Lot N°01 : CURAGE- DOUBLAGES – CLOISONS – PLAFONDS/ACOUSTIQUES -REVETEMENTS MURAUX/ACOUSTIQUES – PEINTURE, MENUISERIES INTERIEURES
- **Lot N°02 : REVETEMENTS DE SOL**
- Lot N°03 : ELECTRICITE CFO-CFA

Le programme travaux concerne **uniquement le lot N°02**

Le programme des autres lots vous est donné pour une meilleure information sur le projet global.

Le lot 2 a fait l'objet d'un diagnostic acoustique, notice jointe en annexe au présent programme travaux (étude réalisée en juin 2026 par le bureau ALLEGRO ACOUSTIQUE).

4.1 DESCRIPTIF des TRAVAUX

L'isolement aux bruits de chocs entre locaux sera assuré par le plancher existant, combiné à un revêtement de sol souple.

Les travaux comprennent :

- la dépose du revêtement de sol existant y compris évacuation et frais en déchetterie agréée
- la dépose de l'ancien plancher des rayonnages dynamiques y compris évacuation et frais en déchetterie agréée
- la fourniture et pose d'un revêtement de sol - non collé, efficacité acoustique déclarée de 19 dB répondant à la réglementation du recouvrement de sol amianté (travaux en sous-section 4) :
→ pose de sols souples acoustiques sans colle, indiqués pour recouvrir des supports amiantés:FORBO : <https://www.forbo.com/flooring/fr-fr/produits/sol-pvc-pose-sans-colle-modul-up/modul-up-traffic-33-43-non-colle-19-db/bp9nx7> ou équivalent ou
→ pose d'un sol souple sur des bandes adhésives anti-migration pour sols amiantés de type Gerflor ou similaire: <https://www.gerflor.fr/produits/bande-adhesive-fix-free> ; https://alcam.fr/c_516_adhesif-special-amiante

Il conviendra de fournir la gamme de coloris disponible afin que le choix soit fait par le maître d'ouvrage..
La surface estimée est de 136 m²: surface à vérifier par l'entreprise.

- la fourniture et pose de barre de seuil à coller largeur 50 mm longueur selon menuiserie créée

4.2. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Un dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) sera établi en fin de chantier par l'entrepreneur, en 1 exemplaire papier et un envoi par mail ou messagerie adaptée (AUTOCAD, format .dwg) ainsi qu'une version format PDF. Ce dossier sera susceptible d'être intégré pour tout ou partie au dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage (D.I.U.O.), selon les dispositions du Code du Travail.

L'entreprise titulaire du présent lot doit présenter les éléments suivants. Ces documents ne sont pas limitatifs, mais devront comprendre au minimum :

- une note d'entretien des ouvrages mis en oeuvre et réalisés,
- la nomenclature du matériel avec les adresses des fournisseurs,
- les Bordereaux de Suivi des Déchets,
- les plans et schémas des cloisonnement et faux-plafonds
- les fiches techniques des matériaux utilisés

4.3. ELIMINATION DES DECHETS

L'entreprise titulaire du présent lot devra prévoir l'élimination de ses propres déchets

Elle est responsable des déchets qu'elle produit.

Elle devra, **contrainte d'exécution au titre de la performance environnementale**, procéder à la valorisation des déchets créés lors de l'exécution des prestations.

En cours de chantier, les déchets devront être immédiatement stockés de façon à ne pas produire de risque d'accidents.

Les déchets ainsi conditionnés seront immédiatement évacués en décharge par l'entreprise.

La classe de la décharge sera appropriée à la nature des déchets.

Les taxes de décharge sont à la charge de l'entreprise du présent lot.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci-avant, le Maître d'ouvrage se réserve le droit, après constatation de tout manquement, de faire évacuer les déchets par une tierce entreprise, sans mise en demeure préalable, à charge de l'entreprise défaillante.

Le montant du traitement des déchets sera alors retenu sur le montant du Décompte Général Définitif de l'entreprise.

4.4. NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur devra le nettoyage du chantier pendant l'exécution de ses travaux et à la terminaison avec la remise du badge d'accès aux locaux.

Il devra naturellement l'évacuation des matériaux et gravois qui seront évacués au fur et à mesure aux décharges publiques, dans le respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement (voir § « élimination des déchets »). Une protection des appareils électriques sera assurée pendant les travaux.

4.5 GARANTIES

Garantie de Parfait Achèvement (GPA)

La période de garantie est fixée à UN AN à dater de la réception des travaux, conformément à l'Article 1792-6 du Code Civil. Cette garantie de parfait achèvement pourra s'accompagner d'une retenue de garantie.

Garantie de bon fonctionnement

La période de garantie est fixée à DEUX ANS à dater de la réception des travaux, conformément à l'Article 1792-3 du Code Civil. Durant cette période l'installateur restera responsable de son installation, il devra notamment résoudre tous les problèmes qui pourraient apparaître sur son installation, tant dans l'ensemble que dans les détails. Toute pièce ou élément reconnu défectueux sera remplacé. Toutes les interventions nécessaires seront à la charge de l'Entrepreneur. En cas de défectuosité d'un appareil, la période de garantie sera prolongée d'une durée égale à celle de l'indisponibilité.

Garantie décennale

La période de garantie est fixée à DIX ANS à dater de la réception des travaux.

L'installateur est tenu de réparer les dommages qui compromettent la solidité du bâti ou qui le rendent inhabitable ou impropre à l'usage auquel il est destiné.

5. PIECES JOINTES

Se référer au règlement de consultation paragraphe 5-1